

# La Grande Transformation : "Dans notre société, aucun acteur ne pourra y arriver seul" (Comité 21)

**Thibault Gygès** - 18 Mai 2020 - 1792 mots - 0 Intervenants

INTERVIEW

INITIATIVES RSE-ESG - RSE-ESG | INFRASTRUCTURES & TERRITOIRES DURABLES - MARCHE GENERAL-VIE DES ACTEURS



Le comité de prospective du Comité 21, emmené par l'économiste Philippe Dessertine, a rendu son rapport final cette semaine. Un travail collectif initié il y a deux ans, et dont la crise du Coronavirus n'a pas remis en cause les principales conclusions. Entretien avec la présidente du Comité 21, Bettina Laville.

EUROPE FRANCE

**RSEDATANEWS : Après deux ans de travaux et une première version publiée en début d'année, vous livrez ce mois de mai 2020 la version finale de ce rapport intitulé "la Grande Transformation". La survenance de la crise sanitaire vous a-t-elle conduit à changer l'orientation de vos travaux ?**

**Bettina Laville :** Nous avons en effet livré une version quasiment achevée de ces deux années de travail en début d'année 2020 pour l'ouvrir aux commentaires. Nous avons eu des retours, mais c'est surtout la crise du Covid-19 qui est venue ! Nous l'avons donc réexaminé à la lumière de cette crise et nous avons été frappés de ce que la crise sanitaire ne changeait pas nos constats essentiels. L'analyse des impacts de cette crise globale en France, qu'ils soient sanitaires, sociétaux, ou climatiques, a renforcé nos conclusions car tous ses ingrédients - hormis l'aspect médical - y étaient déjà identifiés. Nous n'avons pas modifié nos dix propositions initiales, cependant nous en avons rajouté deux. Même si personne ne l'avait vue venir aussi tôt ou aussi fort, c'est une crise de plus dans ce XXI siècle, qui constitue un révélateur de plus pour changer de modèle.

**RSEDN : Le rapport mentionne que la crise a suscité une "explosion des débats sur le monde d'après", souvent incantatoires. En quoi votre travail est-il différent ?**

**B.L. :** Nous n'allions pas être absent des débats (rire) ! Un aspect frappant de la période de confinement que nous avons tous vécue, c'est que tout continue d'aller très vite malgré la "pause" du confinement. A ce moment, la parole s'est libérée pour deux raisons. D'abord en raison d'une angoisse diffuse. Mais cela a été aussi un révélateur très puissant de la crise des modèles. Dans cette floraison de tribunes, tout le monde a envie de changer de modèle économique - même les libéraux - et tout le monde a envie de changer de modèle de vie. Nous avons réfléchi au changement de modèle depuis deux ans, cette crise a été un test très fort de nos propositions.

**RSEDN : Tout continue d'aller très vite... aussi grâce au numérique. De très gros acteurs digitaux mondiaux privés se positionnent à l'occasion de la crise, pour capter le marché du "care"...**

**B.L. :** Le numérique a sauvé l'économie pendant cette crise - avec bien sûr les femmes et les hommes qui ont fait tourner les services essentiels, en premier lieu les soignants. La crise a fait basculer dans le numérique ceux qui en étaient encore éloignés. Il est vrai que les GAFA, qui écoutent le monde - avec des dispositifs d'ailleurs démocratiquement contestables -, vont s'engouffrer dans cette bascule. A nous d'inventer les dispositifs démocratiques pour y faire face. La Plateforme RSE (dont Mme Laville est vice-présidente, NDLR) rendra d'ailleurs un rapport cet été sur "RSE et numérique" et nous y débattons actuellement de cette problématique.

## "Regarder d'autres rentabilités"

**RSEDN : Le rapport chiffre le coût de cette grande transformation à 3.000 Md€. Dont 500 Md€ pour, par exemple, le seul secteur de l'automobile d'ici la fin des moteurs thermiques en 2040. Une somme dont l'essentiel provient du coût des infrastructures de recharge à déployer et ... du manque à gagner de l'Etat sur la baisse de la TIPCE. Comment les entreprises pourront-elles absorber ces coûts ?**

**B.L. :** Dans notre société aucun acteur ne pourra y arriver seul. Certains économistes ont dit lors de la convention citoyenne pour le climat que la transition ne coûterait que 7 Md€. C'est intellectuellement malhonnête. On ne peut pas raconter aux citoyens que ce sera facile. D'abord, changer les moteurs pour de l'électrique ou de l'hydrogène aura un coût industriel énorme. Deuxièmement, renoncer au thermique c'est aussi faire disparaître, donc reconverter, un grand nombre d'emplois spécialisés, pour un coût considérable. Troisièmement, il y aura ce coût fiscal. Et enfin, un coût territorial lié à la modification de l'implantation des moyens de production. Nous n'avons que 30 ans pour arriver à la neutralité carbone en 2050 : il y aura des secteurs prioritaires. Et, depuis la crise de 2008, l'opinion publique a compris qu'il faudra une relance économique différente.

**RSEDN : Vous dites dans le rapport qu'il faut désormais "compter ce qui compte". Etes-vous d'accord avec les propos de Fabrice Bonnifet - qui préside le C3D - lorsqu'il explique que les acteurs économiques devront être capables de comptabiliser dans leur bilan la reconstitution des ressources naturelles qu'ils prélèvent et, au final, se faire à l'idée de "gagner moins d'argent" ?**

**B.L. :** La comptabilité est en effet un sujet central. Il ne suffit pas de dire qu'il faut de nouveaux indicateurs, qui restent des terrains d'étude virtuels. Le rapport de Patrick de Cambourg expose déjà très bien la nécessité de normes comptables extrafinancières, sans lesquelles nous

serons de surcroît happés par des référentiels anglo-saxons. En plus de cela, nous voudrions que les "nouveaux indicateurs de richesse" soient discutés chaque année au Parlement - alors que c'est optionnel dans la loi Eva Sas - et que soit réexaminée la manière de mesurer la richesse. Par exemple, la dégressivité des amortissements comptables incite à des renouvellements rapides des investissements qui ne sont pas toujours nécessaires. Les actionnaires, en particulier les gros institutionnels, doivent aussi regarder d'autres rentabilités en investissant sur les valeurs plus résilientes liées à la transition écologique.

### ***"Le bon échelon, c'est l'intercommunalité"***

**RSEDN : Pour les collectivités, qui sont en première ligne devant les attentes citoyennes de durabilité, vous soulignez la faiblesse juridique et financière des dispositifs PCAET, SRADDET ou ENS. Faut-il une nouvelle gouvernance territoriale, qui embarque aussi le secteur privé ?**

**B.L. :** Complètement. Le gouvernement en est conscient avec la loi "3D". Nous proposons une loi "5D" pour profiter de cette clarification institutionnelle du rôle des collectivités locales pour en faire une loi de développement durable. Depuis 20 ans les collectivités s'y convertissent de manière très disparate. Certaines voient le développement durable comme une accumulation de contraintes environnementales. C'est compréhensible car ces dernières ne sont pas liées entre elles, ni alignées sur le changement climatique. Les PCAET peinent aujourd'hui à mobiliser car ils n'affichent pas l'objectif de neutralité carbone en 2050. Nous disons qu'il faut rendre obligatoire l'adoption d'accords climatiques à l'échelle régionale, comme en région Aquitaine. Certaines font des "COP" comme en Bretagne, qui examine, par secteur, ce qu'on peut demander à la population. Puis en accord avec les préfets, on regarde la compatibilité avec la SNBC. Et les flux financiers publics doivent davantage financer les investissements bas carbone. Des marchés du carbone à l'échelle locale permettraient aussi à des organisations de financer leurs projets bas-carbone.

**RSEDN : Vos travaux mettent en avant l'importance de la représentation citoyenne. Comment réformer la participation du grand public à ces réformes environnementales ?**

**B.L. :** Il faut multiplier les débats citoyens. Le bon échelon, c'est l'intercommunalité. Le succès des PCAET reposera sur une participation "bottom-up". Et ne faut pas y parler que de climat. Le changement climatique, c'est une alliance entre des choses très techniques comme l'énergie ou le bâtiment, et des aspects très sociétaux. L'intercommunalité - ou l'agglomération pour les grandes villes - est la bonne granularité pour toucher les citoyens dans leur quotidien, ne serait-ce que le ramassage des ordures ménagères.

### ***"Les entreprises sont très demandeuses de prospective"***

**RSEDN : Au niveau national cette fois, vous proposez d'instaurer une nouvelle "Autorité indépendante de veille des risques globaux". Pourquoi ?**

**B.L. :** La crise sanitaire a mis en évidence l'existence de multiples agences ou comités chargées de l'évaluation des risques, en médecine, veille sanitaire, risques industriels, risques naturels, ... Mais quand survient une crise globale, on dénote des tiraillements au sein de l'Etat sur les mesures ou la gestion de certains aspects. On l'a vu avec la question des masques. Permettez-moi de prendre l'exemple de l'Autorité de Sûreté Nucléaire (ASN). Elle est présidée par une personnalité indépendante. C'est une autorité administrative dont le fonctionnement s'appuie aussi sur des agences spécialisées existantes de l'Etat pour tout surveiller. Et lorsque survient une crise, elle peut ordonner à l'Etat dans l'intérêt des citoyens telle ou telle mesure, fermeture ou réouverture de centrales, travaux, etc. Si, en parallèle des agences de sécurité sanitaire qui ont leur propre rôle, une autorité indépendante avait surveillé les stocks de masques et formulé des avis sur les risques de pénurie à l'hôpital, la gestion de la crise aurait été facilitée. De manière plus générale trop peu de personnes au sein de l'Etat s'occupent de gérer les risques globaux. Il y a un contexte de défiance dramatique des citoyens envers un Etat qui est de plus en plus compliqué : lorsqu'une agence est indépendante elle est investie d'une mission claire qui ne se dilue pas dans l'appareil d'Etat. C'est pourquoi nous faisons cette proposition.

**RSEDN : Cette Autorité doit-elle aussi avoir un rôle prospectif ?**

**B.L. :** C'était à l'époque le rôle du Commissariat au plan, de la DATAR, voire de France Stratégie. Mais beaucoup parlent à nouveau de planification, à l'occasion du plan de relance post-crise ! En particulier, les entreprises sont très demandeuses de prospective car elles ont besoin de boussoles pour consentir des investissements de long terme, ce que l'Etat ne leur offre plus. Autre proposition qui a été abandonnée que j'appuie : la Chambre du futur, un organe à la fois parlementaire et société civile, un peu comme l'Office parlementaire des choix scientifiques et techniques, mais appliqué à la transition écologique et aux risques globaux.

**RSEDN : En parlant du futur, vous proposez d'inclure un enseignement obligatoire du développement durable dans le supérieur...**

**B.L. :** Nous ne sommes pas les seuls à le dire et heureusement, comme Jean Jouzel ou Valérie Masson-Delmotte. C'est crucial pour l'avenir. Nombre d'étudiant s'informent sur ces sujets dans les médias, mais manquent de connaissances scientifiques. Je suis aussi enseignante et suis frappée de voir que pour beaucoup d'étudiants, l'histoire du changement climatique débute à la date de l'Accord de Paris. Il s'est passé beaucoup de choses avant, et c'est cet "avant" qui permet d'apprendre pour quelles raisons c'est difficile.

*Photo : Comité 21, DR*

## **LIENS DE L'ARTICLE**

**SITE WEB:** Comité 21 - rapport "La Grande Transformation" - mai 2020 (PDF, 228 pp): <http://www.comite21.org/comite21/comite21-en>

<https://www.rsedataneWS.net/article/article-initiatives-rse-esg-la-grande-transformation--xxx-comite-21-20200517-3258>

action.html?id=13715

## POUR APPROFONDIR LE SUJET

---

Voir la fiche COMITE 21 - Comité français pour l'environnement et le développement durable

[Voir la fiche Laville - Bettina](#)

27/04/2020 Voir l'article Jean-Noël Geist : "SNBC et PPE, un premier pas vers une nécessaire planification" (The Shift Project)

30/01/2020 Voir l'article Fabrice Bonnifet : "il faut rendre notre futur décarboné désirable" (C3D)

30/01/2020 Voir l'article Nouvelle présidente pour la Plateforme RSE

29/01/2020 Voir l'article Bettina Laville : "Nous voudrions une grande loi de la fonctionnalité" (Comité 21)

21/01/2020 Voir l'article Lancement du rapport sur "La Grande Transformation" (Comité 21)

10/12/2019 Voir l'article Notation ESG : d'où proviennent les divergences entre agences ?

24/06/2019 Voir l'article Bettina Laville : "Les ODD sont une boussole pour le développement durable" (Comité 21)

30/01/2019 Voir l'article Sarah Schönfeld : "notre légitimité n'a jamais été aussi forte" (Comité 21)

17/01/2019 Voir l'article Prévention des addictions : les entreprises ont un rôle à jouer (Plateforme RSE)

10/01/2019 Voir l'article Nouvelle directrice pour le Comité 21

09/09/2018 Voir l'article Plateforme RSE : plaidoyer pour un ancrage territorial des entreprises

## CONTINUER LA LECTURE

---

### DÉVELOPPEMENT DURABLE - SUSTAINABILITY

Veille RSE du 19 mai 2020

Veille RSE du 18 mai 2020

#### RSE - CSR

Veille RSE du 19 mai 2020

Veille RSE du 18 mai 2020

Veille réglementaire du 17 mai 2020

---

© RSEDATANEWS - tous droits réservés



Contenus protégés par le droit d'auteur - redistribution soumise à autorisation

Voir nos conditions générales d'utilisation: <https://www.rsedataneWS.net/article/article-about-info-conditions-generales-dutilisation-et-dabonnement-20170315-114>

Abonnés, pour reproduire nos contenus : <https://www.rsedataneWS.net/article/article-about-reprendre-nos-contenus-sur-vos-supports-20170409-138>